

# Les principaux résultats de l'enquête 2014 de l'Observatoire « loi Sapin »

Marine Colon, AgroParisTech / UMR G-EAU

Avec les contributions de Synthéa Recherche et A Propos

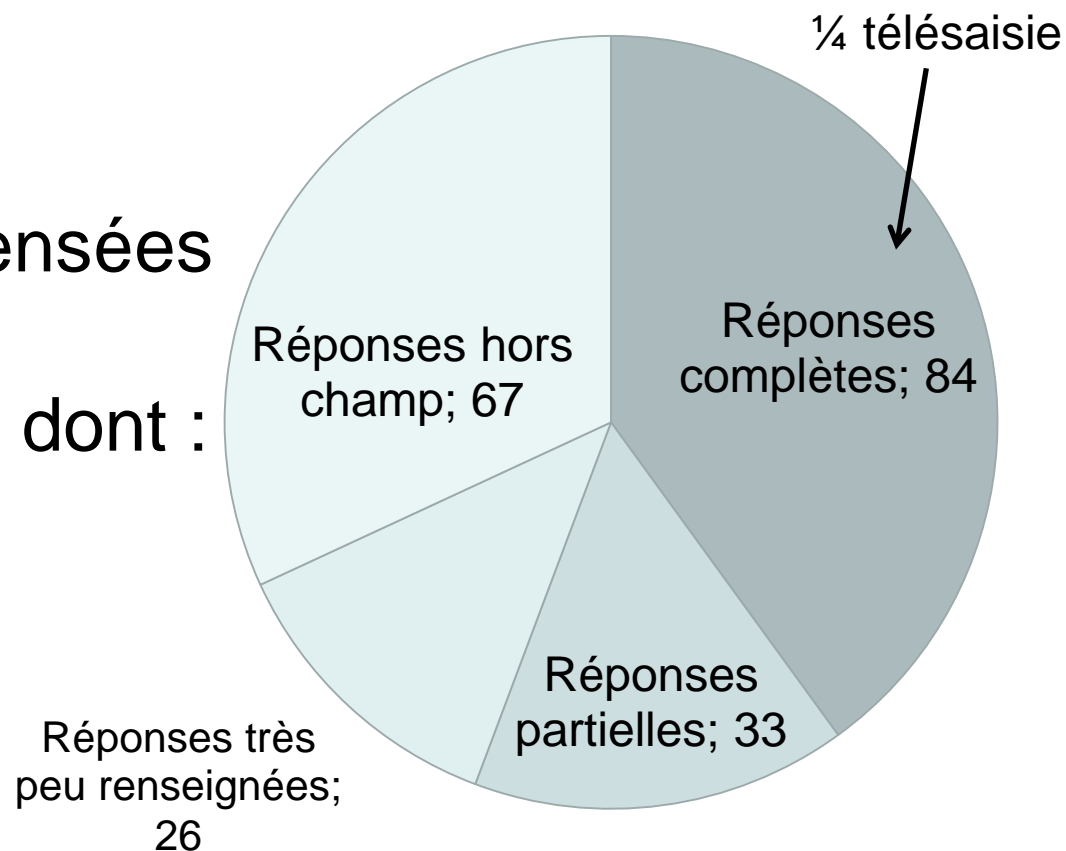
# Plan de la présentation

1. Présentation des procédures étudiées
2. Evolution de la rémunération des délégataires et l'impact sur le prix de l'eau
3. Evolution de la durée et du contenu des contrats
4. Evolution de la concurrence
5. Déroulement des procédures et assistance conseil
6. Premiers éléments de l'enquête 2015

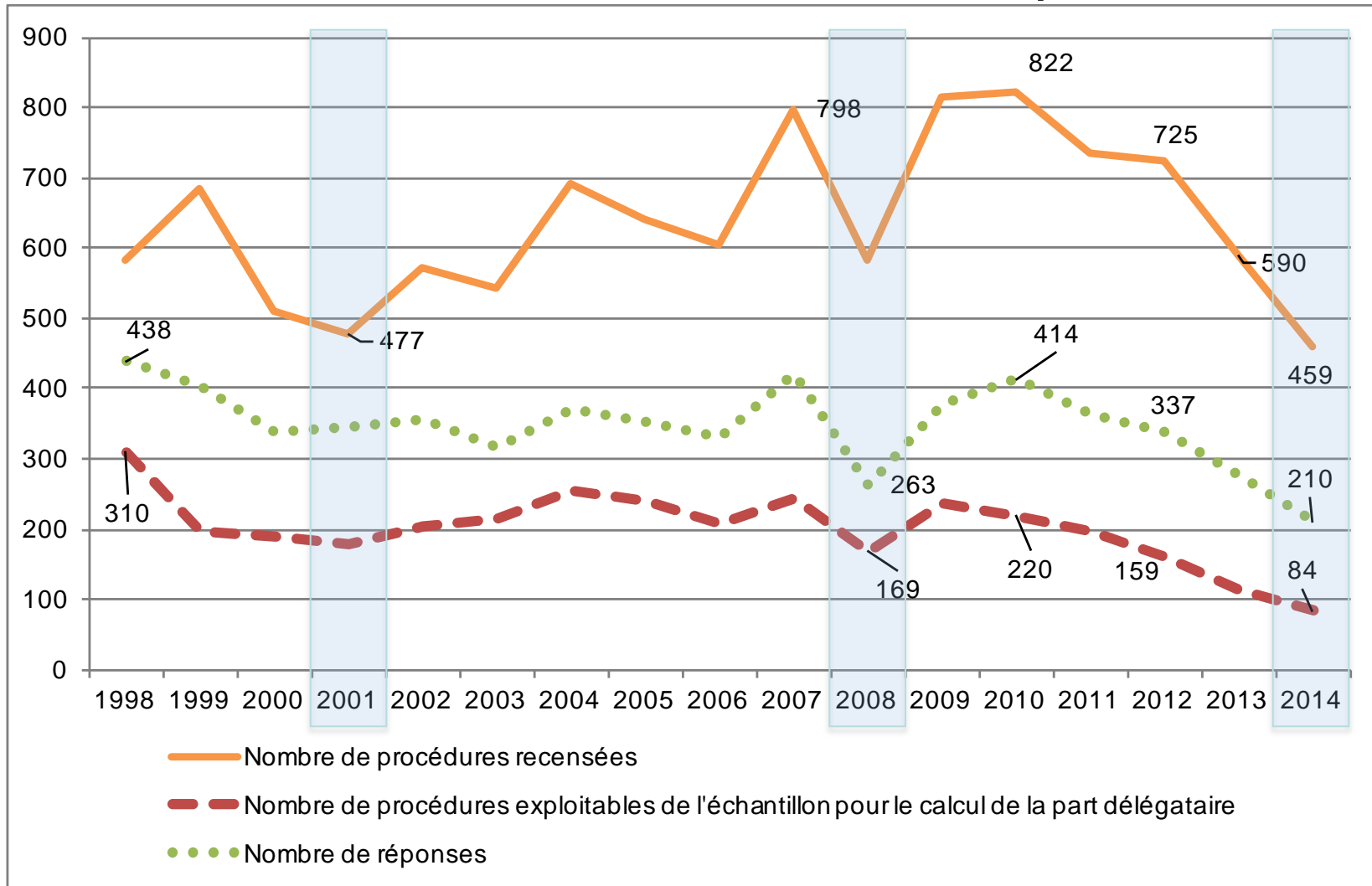
# Les procédures de l'enquête 2014

459 procédures recensées

210 réponses (46%) dont :

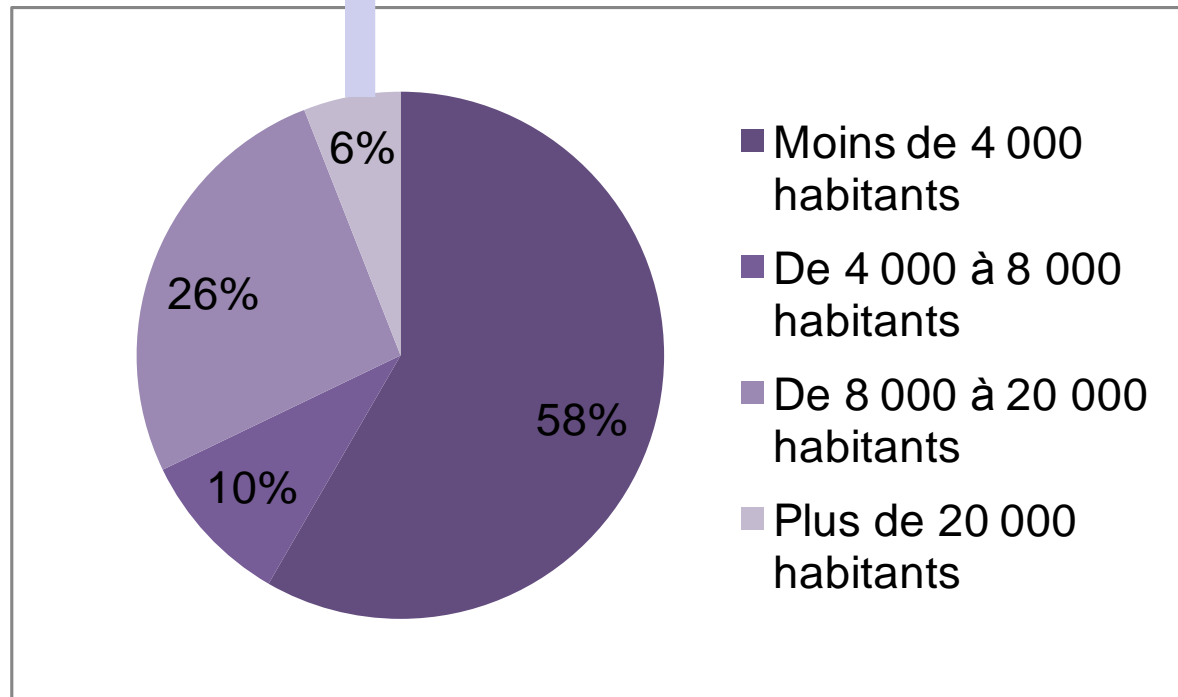


# Evolution de l'échantillon exploitable depuis 1998 : l'influence des élections municipales

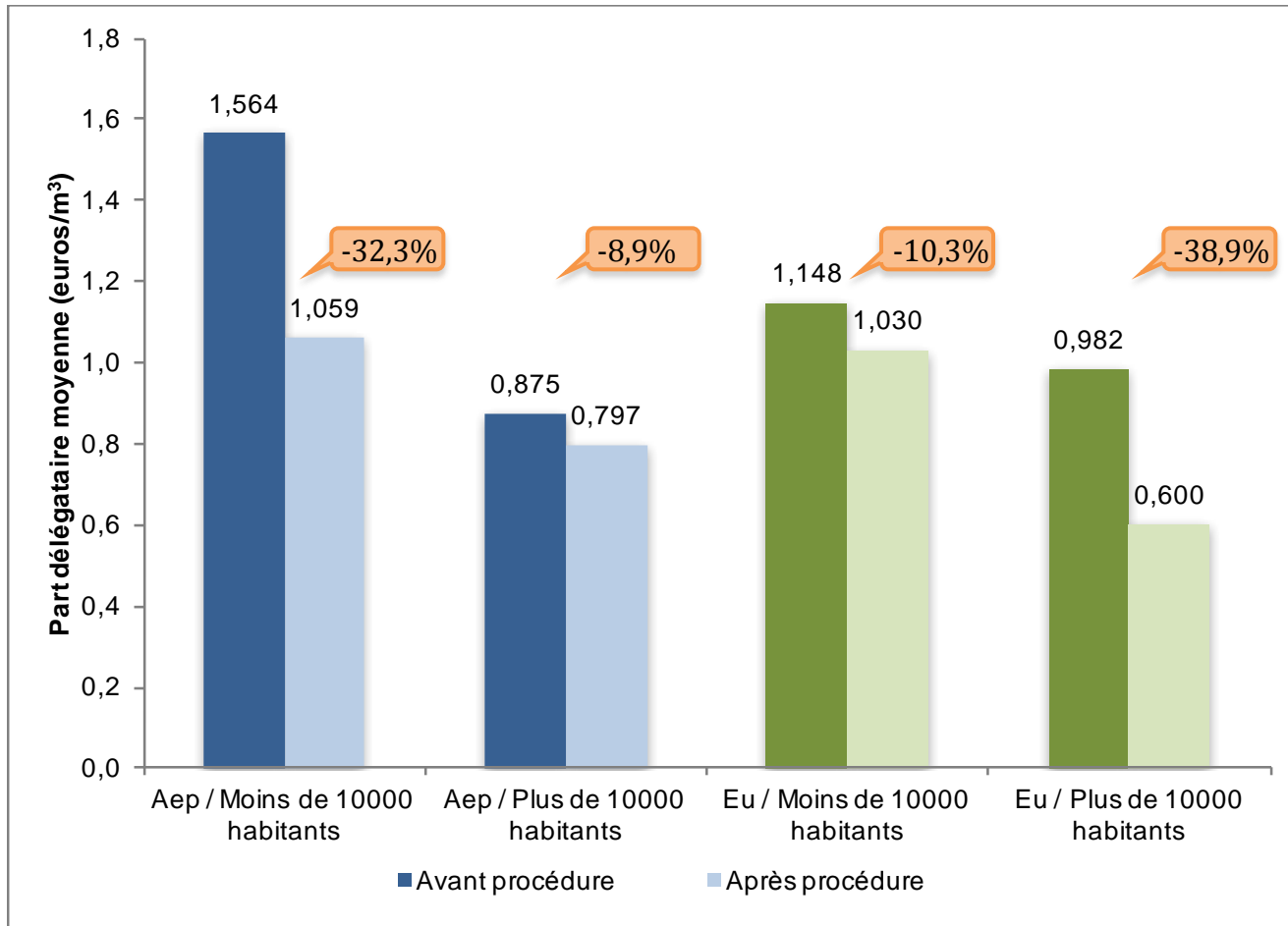


# Répartition des procédures selon la taille des autorités administratives

représentent 40% des volumes facturés sur l'ensemble des contrats renouvelés.



# La rémunération des délégataires en baisse après procédure (méthode Recettes / Volumes)



Nombre de service **34**  
Population desservie **132 000**

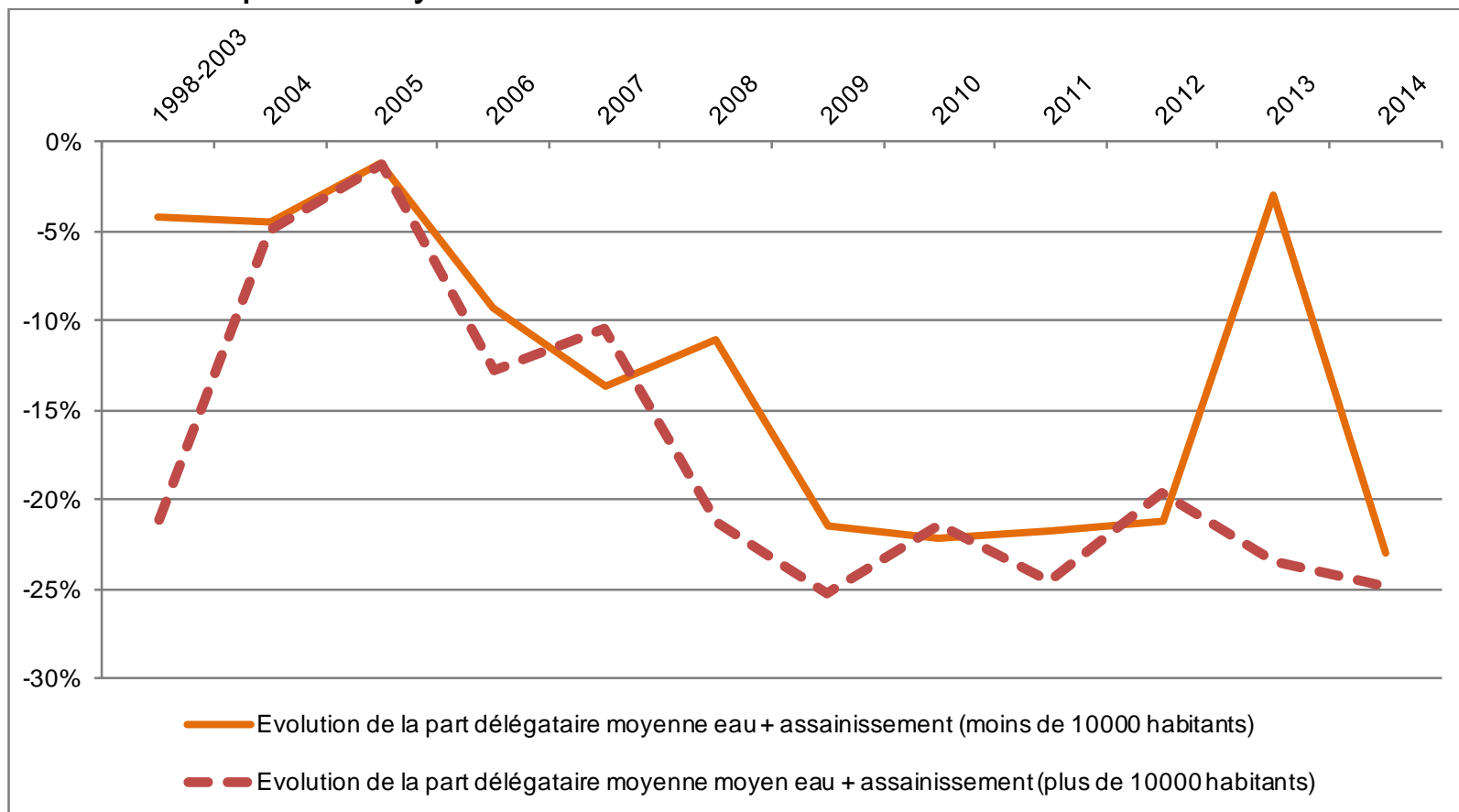
**13**  
**320 000**

**32**  
**75 500**

**5**  
**134 000**

# Une tendance à la baisse de la rémunération des déléguataires depuis 1998 qui se stabilise

Évolution de la part délégataire  
parts moyennes eau et assainissement additionnées



# Les usagers ne perçoivent pas nécessairement la baisse de la part délégataire

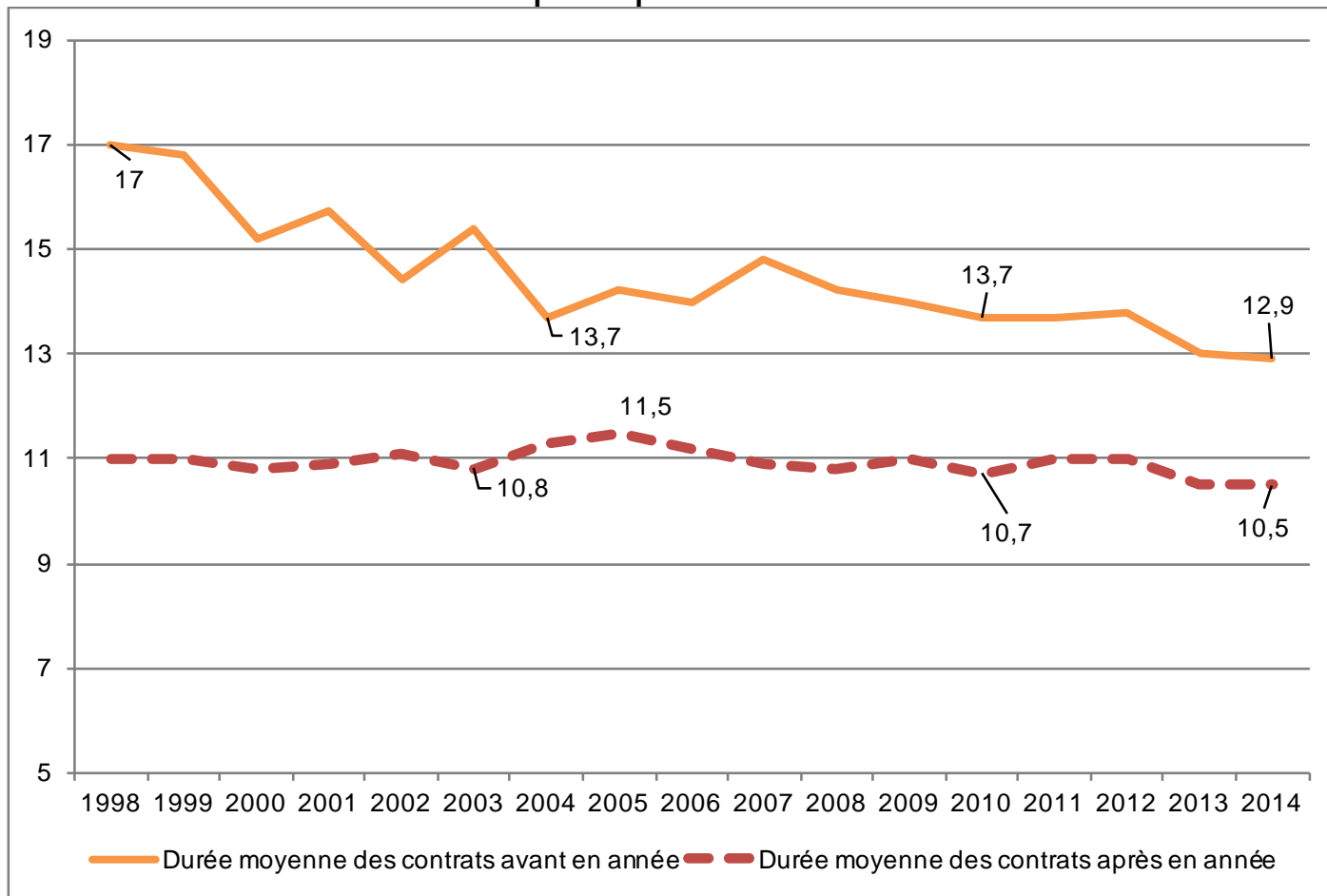
		Part délégataire			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
Part collectivité	En hausse	8%	3%	18% 83 000 hab. 15 contrats	<b>29%</b>
	Stable	11%	5%	<b>34%</b> 155 800 hab. 10 contrats	<b>50%</b>
	En baisse	0%	0%	21% 100 200 hab. 3 contrats	<b>21%</b>
<b>Total</b>		<b>19%</b>	<b>8%</b>	<b>73%</b> 339 000 hab. 28 contrats	<b>100%</b> 463 400 hab. 52 contrats

*En part de la population desservie, à partir de la facture 120 m<sup>3</sup>*



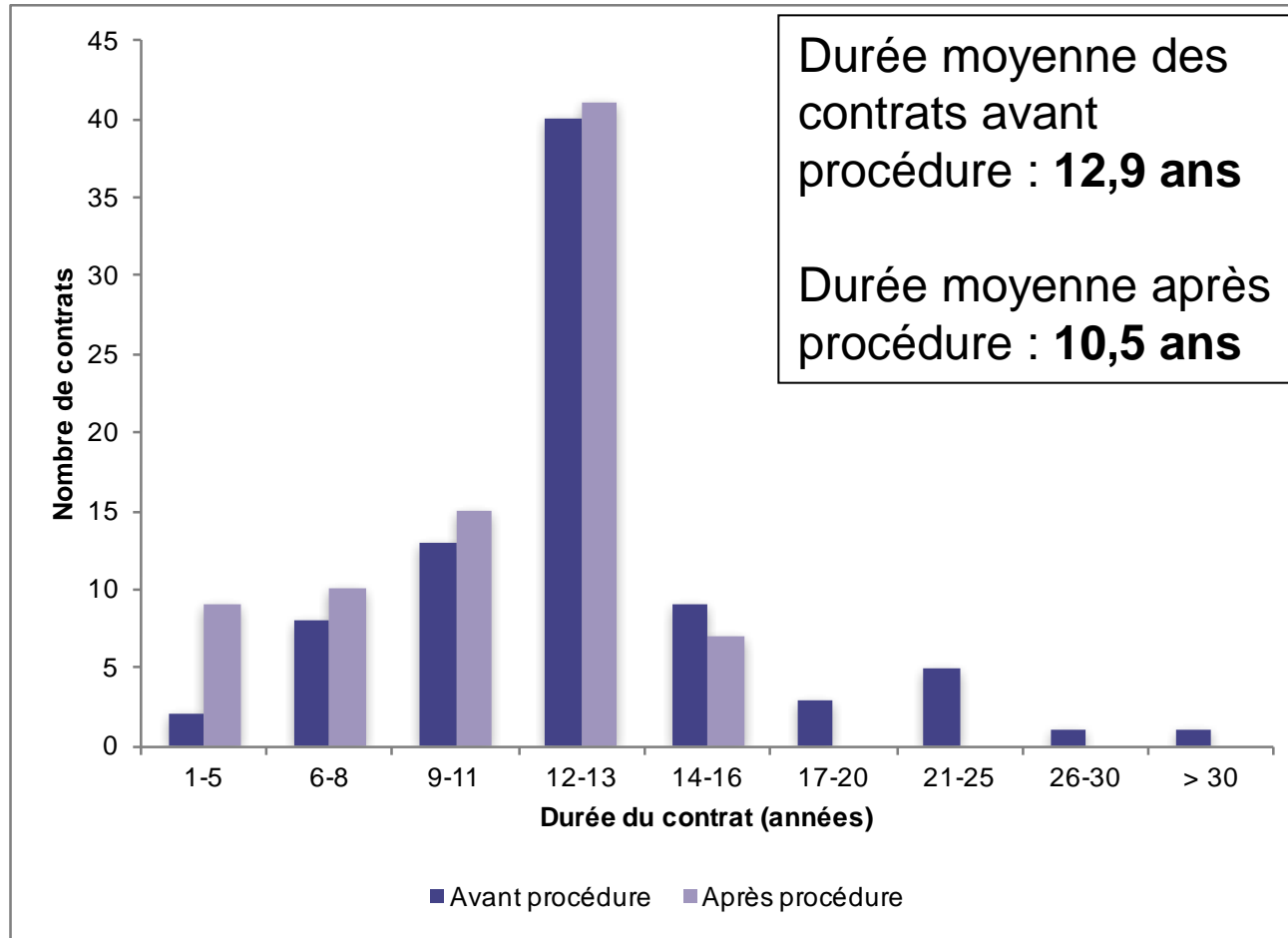
# Une durée des contrats qui baisse après renouvellement, autour de 10,5 ans

Évolution de la durée moyenne des contrats, avant et après procédure



# La population des contrats de plus de 12 ans diminue

Répartition des services selon la durée du contrat avant et après procédure

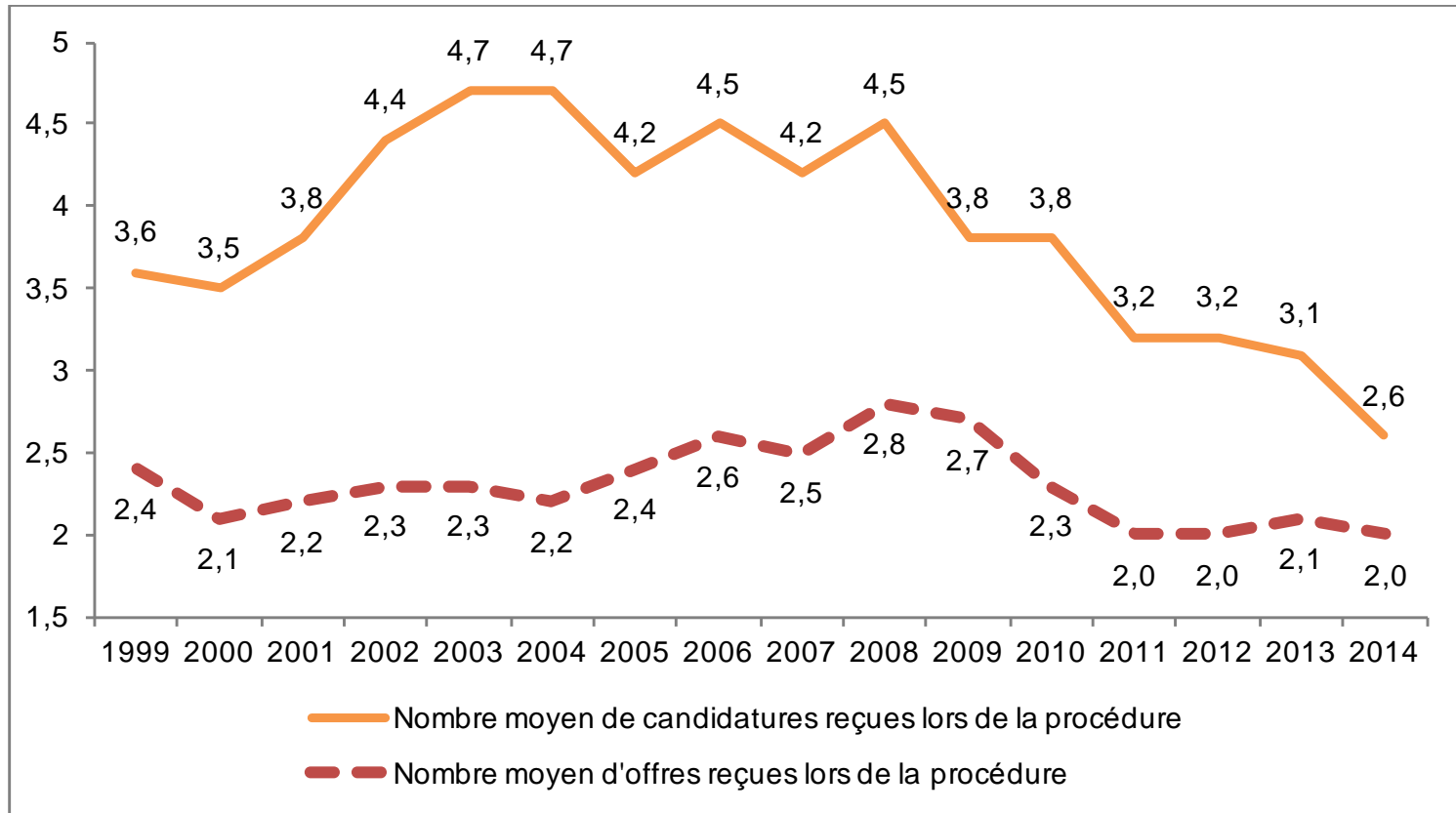


# Évolution des contrats

- L'évolution prévisionnelle des volumes facturés dans les contrats est prévue à la hausse dans 35% des cas. Un nombre réduit de contrats (10%) intègre une baisse.
- Les nouveaux contrats prévoient un peu plus souvent des investissements de la part des opérateurs (dans 15% des cas).
- La part des charges de renouvellement incombant au délégataire est en légère hausse et passe de 10% à 14% du chiffre d'affaires.
- Les nouveaux contrats intègrent dans 84% des cas des objectifs quantifiés de performance, assortis très souvent de pénalités et rarement de primes.

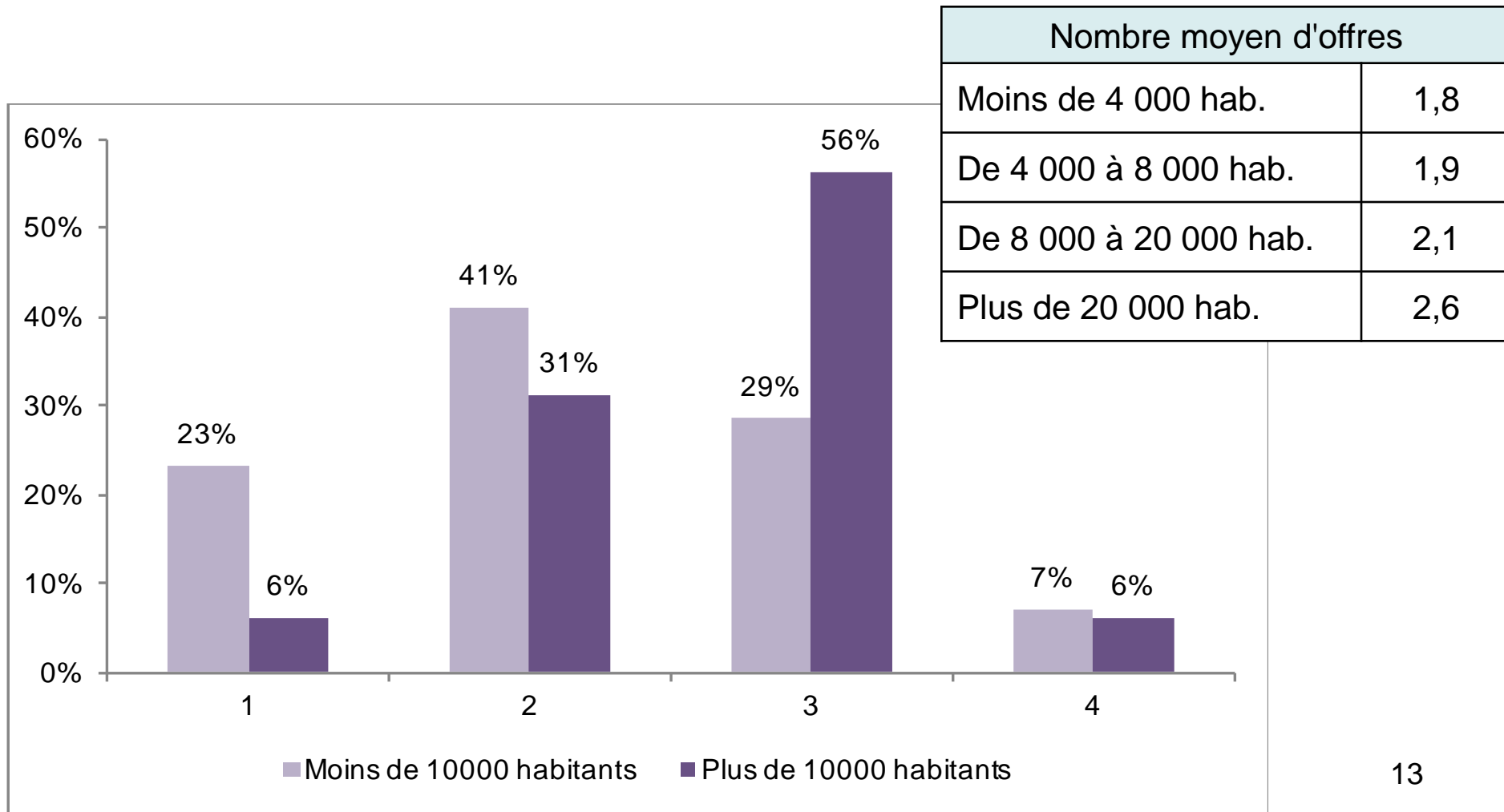
# Une baisse de la concurrence ?

Évolution du nombre de candidatures et d'offres reçues



# Une concurrence qui profite aux plus gros services

Répartition des services selon le nombre d'offres reçues



## Un taux de reconduction en baisse

Solde des contrats gagnés et perdus par opérateur

	Contrats gagnés	Contrats perdus	Solde	Nombre de contrats gérés au total après procédure
Saur	4	8	- 4	24
Veolia	2	3	- 1	21
Suez	5	1	+ 4	21
Autres opérateurs	5	4	+ 1	14

Taux de reconduction de 80%  
(contre environ 90% sauf en 2009)

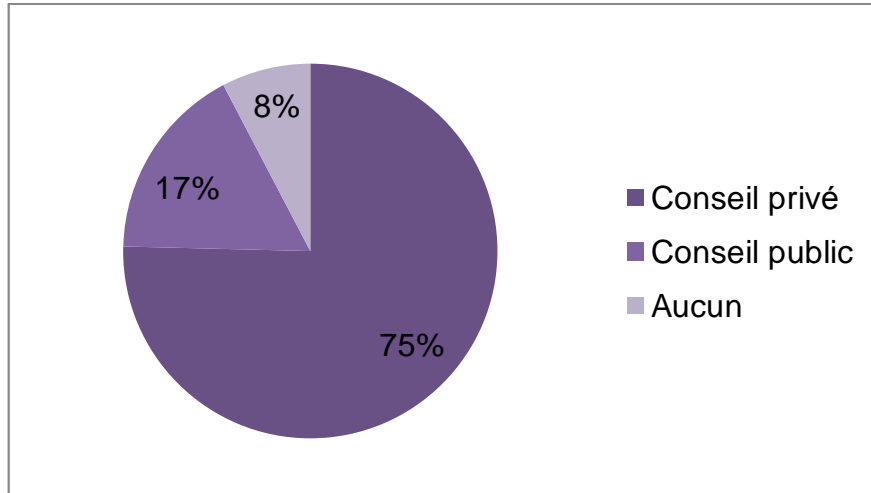
## Déroulement des procédures

- Les précédents contrats sont peu conflictuels (11% le sont), même si dans 58% des cas, leurs clauses ont été renégociées.
- L'étude du retour en régie est réalisée dans presque la moitié des procédures (47%).
- Dans 14% des cas, ce n'est pas le moins disant qui est retenu.
- Dans une majorité de cas (58%), l'autorité locale intègre options et/ou variantes proposées par l'opérateur. Dans 40% des cas, les clauses du projet de contrat ont été assouplies par rapport au projet initial.

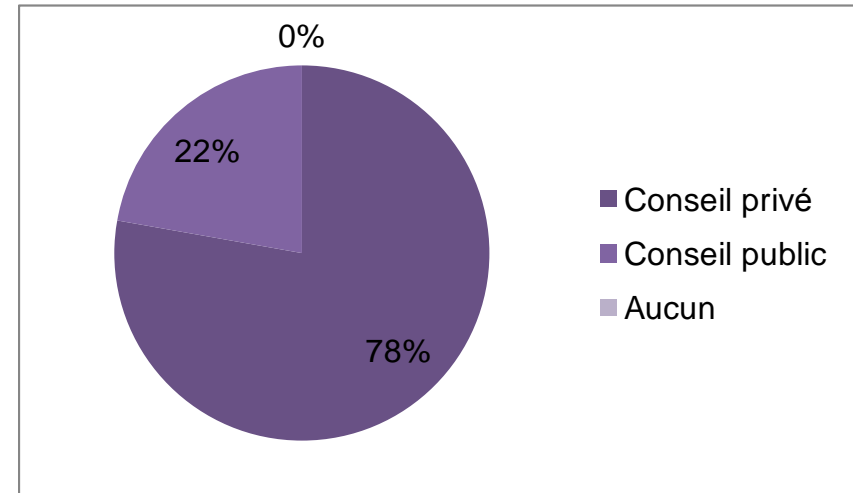
# L'assistance conseil quasi généralisée, le conseil public minoritaire

Répartition des procédures selon le conseil

Moins de 10 000 habitants



Plus de 10 000 habitants



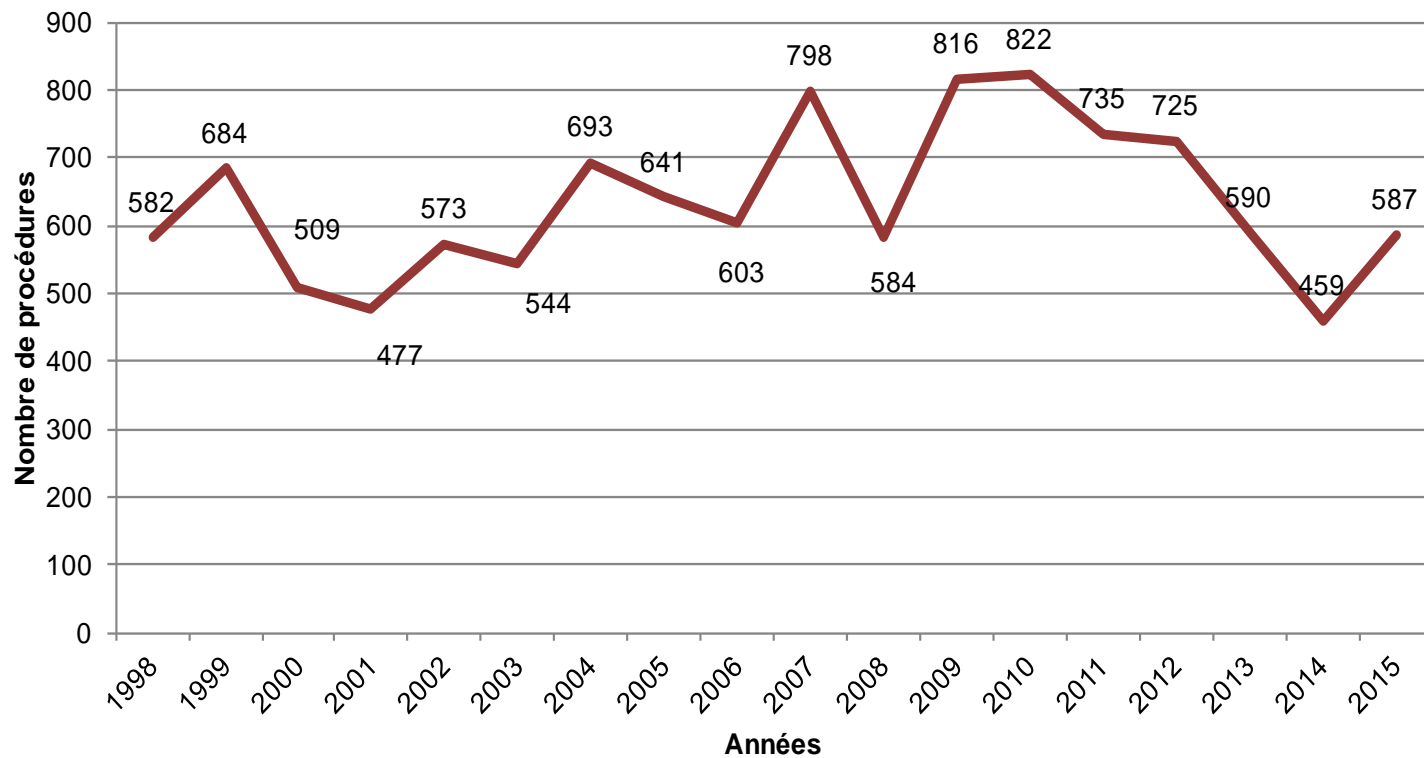
Prix moyen de la prestation par organisme de conseil

	Conseil privé	Conseil public
Moins de 4 000 habitants	3,79 €	4,59 €
De 4 000 à 8 000 habitants	2,31 €	1,16 €
De 8 000 à 20 000 habitants	0,96 €	0,31 €
Plus de 20 000 habitants	0,47 €	0,25 €



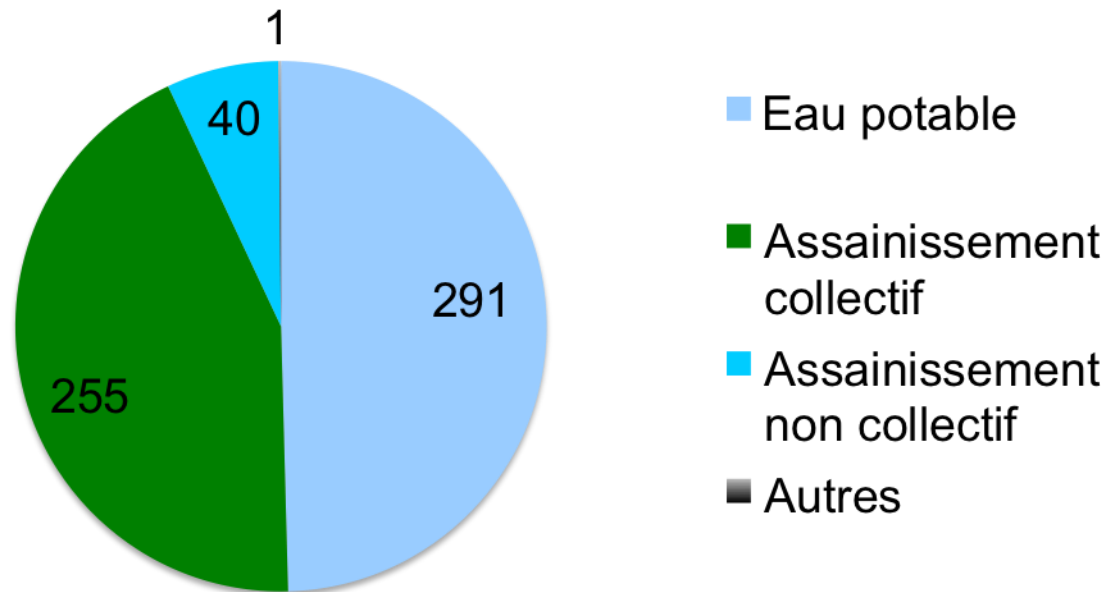
## Primeurs de l'enquête 2015

- retour à un nombre de procédures plus élevés : 587 (niveau de 2013)



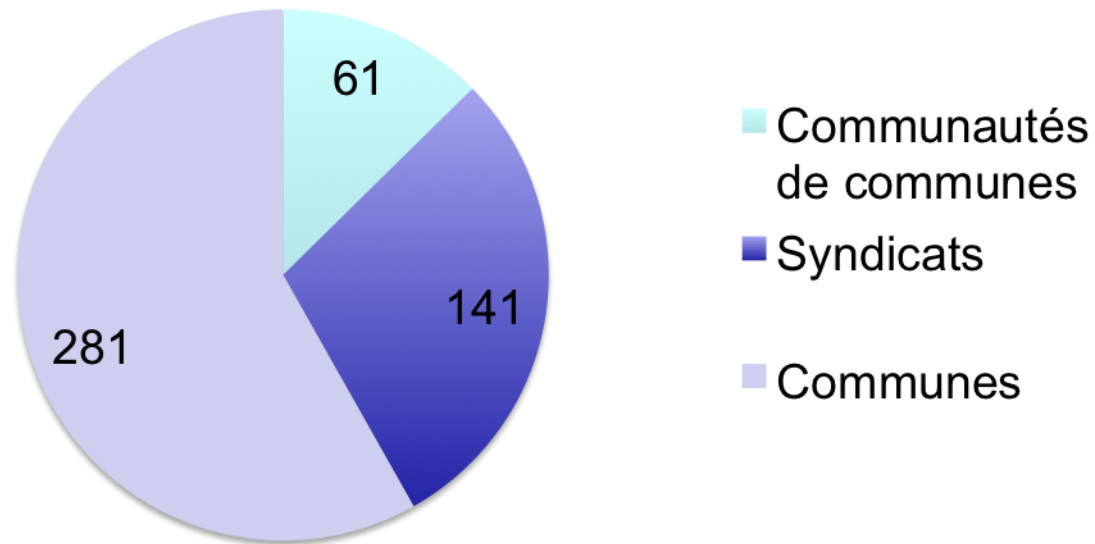
## Primeurs de l'enquête 2015

### Répartition des procédures par type de service

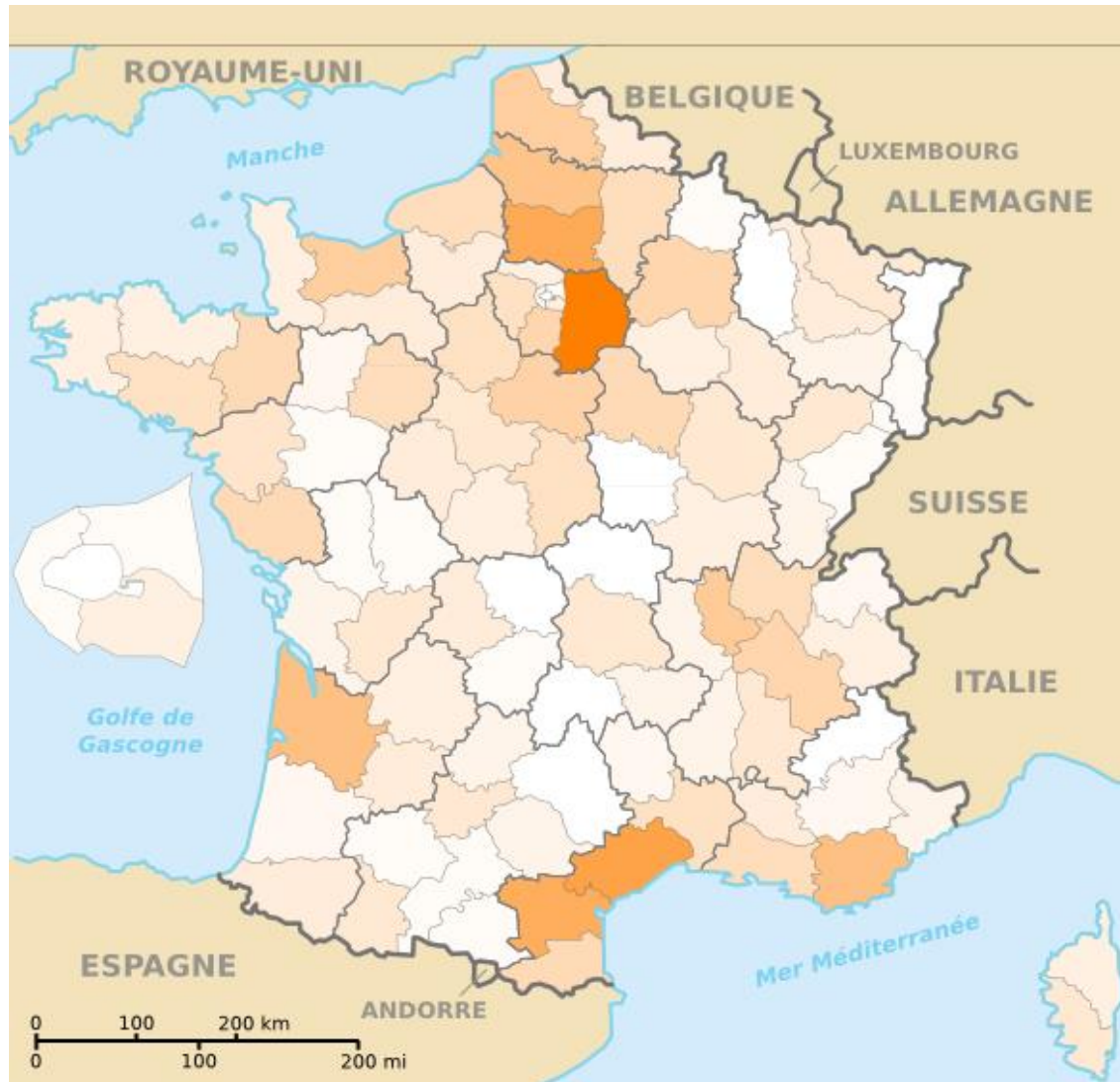


## Primeurs de l'enquête 2015

### Répartition des procédures par type de collectivité



# Répartition géographique des collectivités ayant lancé une procédure Sapin en 2015



## Conclusions et perspectives

- Dans l'ensemble, confirmation des tendances observées ces dernières années.
- **Particularité de l'enquête 2014** : petit nombre de procédures, dû en partie aux élections municipales
- **Enquête 2016** : évolution du questionnaire du fait de l'entrée en vigueur de la directive concession (1<sup>er</sup> avril 2016...)

Merci pour votre attention